



DIVISION DE DIJON

CODEP-DJN-2011-036852

Société ASCOT
25, rue du Colonel Denfert
BP 10168
71 104 CHALON-SUR-SAÔNE

Dijon, le 7 juillet 2011

Objet : Inspection de la radioprotection INSNP-DJN-2011-0859 du 21 juin 2011
Radiologie industrielle (gammagraphie)

Monsieur,

Dans le cadre de la surveillance des activités nucléaires prévue par le code de la santé publique, les représentants de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ont réalisé une inspection inopinée de votre activité de radiologie sur le site de SOLVAY à Tavaux, le 21 juin 2011, sur le thème de la radioprotection.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui résultent des constatations faites, à cette occasion, par les inspecteurs.

Synthèse de l'inspection

Cette inspection avait pour objectif de vérifier l'organisation de la société ASCOT en matière de radioprotection par rapport aux exigences réglementaires applicables.

Il ressort de cette inspection que l'organisation mise en place pour la réalisation des contrôles gammagraphiques est satisfaisante. Les personnels sont conscients des risques inhérents à ce type de contrôle, le matériel est correctement entretenu et vérifié.

Il apparaît néanmoins que les conditions dans lesquelles sont régulièrement réalisées ces contrôles radiographiques, sur un emplacement dédié mis à disposition par l'entreprise utilisatrice SOLVAY peuvent encore être améliorées. En effet, la configuration du site ne rend pas possible le contrôle visuel de l'ensemble de la zone d'opération avant, pendant et après les tirs.

.../...

www.asn.fr

15-17, avenue Jean Bertin • BP 16610 • 21066 Dijon cedex
Téléphone 03 80 29 40 30 • Fax 03 80 29 40 88

A. Demandes d'actions correctives

Une zone d'opération a été définie conformément à l'arrêté du 15 mai 2006¹. La consigne de délimitation de cette zone précise que le débit de dose en limite du balisage ne doit pas dépasser 7,5 µSv/h.

Un contrôle des débits de dose a été réalisé lors de l'inspection. Il a permis de constater que cette valeur n'était pas respectée sur toute la périphérie de la zone d'opération. Une valeur maximale de 15 µSv/h a été mesurée dans l'axe du tir.

A1. Je vous demande de mettre en place un balisage de la zone d'opération cohérent avec la consigne qui a permis sa délimitation.

Le balisage de la zone d'opération était interrompu à différents endroits et parfois masqué par la végétation. Le périmètre de la zone d'opération n'est pas visible en totalité depuis les postes de travail, et les panneaux de signalisation, trop espacés ou masqués par la végétation, n'étaient pas toujours identifiables.

Par ailleurs, et d'après les informations recueillies auprès des radiologues lors de l'inspection, le contrôle exhaustif du bon état de la délimitation de la zone d'opération n'est réalisé que ponctuellement.

A2. Je vous demande :

- **de renforcer le dispositif de balisage et de signalisation de la zone d'opération afin que celui-ci soit toujours visible et continu lors des contrôles radiographiques ;**
- **de prendre vos dispositions, en liaison avec la société SOLVAY, pour vous assurer que la zone d'opération est toujours convenablement délimitée lors des contrôles radiographiques comme il est prévu à l'article R. 4451-21 du code du travail.**

Le contrôle technique d'ambiance au poste de travail (local de déclenchement) n'est pas réalisé.

A3. Je vous demande de réaliser un contrôle d'ambiance dans le local de déclenchement conformément à l'arrêté du 21 mai 2010².

B. Compléments d'information

Néant

C. Observations

Les radiologues rencontrés lors de l'inspection sont classés dans la catégorie A des travailleurs alors que le suivi de la dosimétrie opérationnelle et passive indique qu'ils pourraient être classés en catégorie B. Le passage de la catégorie A à la catégorie B n'allège pas le suivi médical des travailleurs concernés mais permet le recours à une dosimétrie passive trimestrielle, plus adaptée lorsque l'exposition mensuelle est proche du seuil de détection du dosimètre.

¹ Arrêté du 15 mai 2006 relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées et des zones spécialement réglementées ou interdites compte tenu de l'exposition aux rayonnements ionisants, ainsi qu'aux règles d'hygiène, de sécurité et d'entretien qui y sont imposées

² Arrêté du 21 mai 2010 portant homologation de la décision n° 2010-DC-0175 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 février 2010 précisant les modalités techniques et les périodicités des contrôles prévus aux articles R. 4452-12 et R. 4452-13 du code du travail ainsi qu'aux articles R. 1333-7 et R. 1333-95 du code de la santé publique

C1. Je vous invite à réexaminer le classement de vos travailleurs exposés, en liaison avec le médecin du travail.

La procédure de tir ne prévoit pas de débarrasser le chantier des objets inutiles susceptibles de diffuser le rayonnement.

C2. Je vous invite à compléter votre consigne par cette disposition prévue par l'arrêté du 2 mars 2004³.

La consigne de sécurité à l'usage des opérateurs indique que la clé du Gammagraphe et du local d'entreposage doivent être remises à la PCR (ou PCR suppléante sur chantier) ou dans le lieu prévu à cette effet. Il est indiqué également que l'accès aux clés est expliqué lors de la formation radioprotection ou par la PCR.

Sur le chantier/plateforme SOLVAY, les clés du Gammagraphe et du local d'entreposage sont rangées dans un petit boîtier situé dans le « bungalow développement » dont la clé est détenue par les opérateurs. Il apparaît que cette pratique n'est pas explicitement prévue par la consigne.

C3. Je vous invite à clarifier ce point avec les opérateurs et, le cas échéant, à compléter ce chapitre de la consigne.

* * *

Vous voudrez bien me faire part de vos observations et réponses concernant ces points dans un délai qui ne dépassera pas deux mois. Pour les engagements que vous seriez amené à prendre, je vous demande de les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de réalisation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président de l'ASN, et par délégation,
le chef de la division de Dijon

Signé par

Alain RIVIERE

³ Arrêté du 2 mars 2004 fixant les conditions d'emploi applicables aux dispositifs destinés à la radiographie industrielle utilisant le rayonnement gamma.